



Strasbourg, 11 mars 2024

PC-ENV(2024)02

# COMITÉ D'EXPERTS SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT PAR LE DROIT PÉNAL

**3<sup>e</sup> réunion**

**27-29 février 2024**

**Strasbourg, Conseil de l'Europe**

---

## RAPPORT DE RÉUNION

---

Document préparé par le Secrétariat  
Direction générale I – Droits humains et État de droit

[www.coe.int/cdpc](http://www.coe.int/cdpc) | [DGI-CDPC@coe.int](mailto:DGI-CDPC@coe.int)

La 3<sup>e</sup> réunion du PC-ENV a eu lieu du 27 au 29 février 2024 au Conseil de l'Europe à Strasbourg. Le Comité a poursuivi l'examen en première lecture des articles du projet de convention qui n'ont pas été examinés lors de la 2<sup>e</sup> réunion (articles 31 à 56).

#### Chapitre IV – Droit pénal matériel

Les articles 31 (« Sanctions et mesures ») et 32 (« Circonstances aggravantes ») sont adoptés avec quelques amendements : concernant surtout l'article 31, pour lequel deux mesures possibles sur les personnes morales ont été ajoutées : a) la publication d'une décision judiciaire ou d'une partie de celle-ci et b) l'obligation de mettre en place des systèmes de diligence raisonnable ; concernant l'article 32, pour lequel une nouvelle circonstance aggravante liée au cas où des bénéfices substantiels ont été réalisés a été proposée pour être réexaminée lors de la prochaine réunion. Un nouvel article 31 bis (« Poursuite différée d'accords judiciaires sur l'environnement ») est proposé et sera examiné à la prochaine réunion. S'agissant de l'article 33, tout le monde s'accorde pour maintenir cet article entre crochets et prendre une décision finale à la prochaine réunion. Il est précisé que cette même disposition figure dans de nombreuses autres conventions du Conseil de l'Europe.

#### Chapitre V – Enquêtes, poursuites, et droit procédural

L'article 34 (« Mise en œuvre de la procédure ») est jugé acceptable par le groupe. Une nouvelle formulation est proposée pour l'article 35, qui s'intitule désormais « Droits de participer aux procédures », ce qui est bien accepté, des précisions supplémentaires devant être apportées dans le rapport explicatif.

En ce qui concerne l'article 36 (« Coopération internationale en matière pénale »), le Comité approuve dans l'ensemble le texte en tenant compte notamment du fait qu'il s'agit d'une disposition générale type qui existe déjà dans de nombreuses autres conventions du Conseil de l'Europe. Toutefois, deux améliorations sont demandées et approuvées : a) simplifier la formulation du paragraphe 1, et b) compléter cette disposition par un article spécifique sur la protection des données. Par conséquent, un nouvel article 36 bis « Protection des données » est envisagé et deux options de formulation sont proposées.

Le PC-ENV estime que l'article 37 (« Information ») mérite une réflexion plus approfondie et la grande majorité des délégations expriment de sérieux doutes quant à la nécessité et à la valeur ajoutée réelle du maintien de cette disposition dans la Convention. Par conséquent, l'article est maintenu entre crochets dans le projet de convention pour être débattu plus longuement lors de la prochaine réunion.

#### Chapitre VI – Mesures de protection

Certaines délégations proposent des amendements au libellé de l'article 38 (« Statut des victimes dans les procédures pénales ») et de l'article 39 (« Protection des témoins »), qui sont ajoutés pour examen lors de la prochaine réunion.

Les délégations proposent également des amendements à l'article 40, désormais intitulé « Protection des personnes qui signalent des infractions et coopèrent avec la justice », et concluent que cette disposition devrait être placée entre crochets pour être réexaminée à la prochaine réunion.

#### Chapitre VII – Mécanisme de suivi

Le Comité convient de la nécessité et de l'opportunité d'un mécanisme de suivi et procède à un échange de vues sur ses fonctions éventuelles. Certaines délégations se déclarent préoccupées par la charge administrative que pourrait représenter un mécanisme « fort » tel que celui présenté par le Secrétariat dans le projet de convention (inspiré de la Convention d'Istanbul). Les délégations concluent ce premier débat sur le chapitre VII en demandant au Secrétariat de fournir un chapitre alternatif, dont les dispositions seraient rédigées en s'inspirant des précédentes conventions du Conseil de l'Europe prévoyant un système de suivi plus « souple », à titre de comparaison. Quel que soit le mécanisme final choisi, un consensus se dégage sur la suppression de l'article 45 (« Participation des parlements au suivi »).

La seconde option facilitera les débats qui auront lieu lors de la prochaine réunion sur le choix d'un modèle de base pour un mécanisme de suivi. Le groupe analysera les dispositions actuelles du mécanisme de suivi présentées dans le projet initial de convention ainsi que le nouveau modèle qui sera distribué, en vue de choisir l'une de ces options comme base d'une négociation ultérieure article par article.

#### Chapitre VIII - Relations avec d'autres instruments internationaux, Chapitre IX - Amendements à la Convention, et Chapitre X - Clauses finales

Le groupe procède à un échange de vues avec M. Jörg Polakiewicz, Directeur du conseil juridique et du droit international public du Bureau des traités du Conseil de l'Europe, au sujet des chapitres VIII, IX et X.

La plupart des éléments de ces chapitres, qui sont des dispositions standard du Conseil de l'Europe, sont dans l'ensemble acceptés. Toutefois, plusieurs amendements sont proposés concernant la formulation de l'article 46 (« Relations avec d'autres instruments internationaux »), qui est renommé « Relations avec d'autres sources de droit international ».

En outre, le Comité décide de placer entre crochets le quatrième paragraphe de l'article 53 (« Réserves »), ainsi que l'ensemble de l'article 54 (« Validité et examen des réserves »), jusqu'à ce que de nouvelles discussions aient lieu à la prochaine réunion, notant que ces dispositions, qui sont liées, doivent être réexaminées ensemble.

#### Deuxième lecture des articles 1<sup>er</sup> à 28 du projet de convention sur la protection de l'environnement par le droit pénal

Le PC-ENV procède à la deuxième lecture des articles 1<sup>er</sup> à 28 du projet de convention, et un accord est trouvé sur la plupart des questions.

S'agissant de l'article 3 (« Définitions »), le groupe décide de supprimer la définition du terme « environnement » et s'accorde sur la définition des termes « illicite », « eaux », « écosystème » et « déchet ». À la demande de certaines délégations, qui soulignent la nécessité de poursuivre les discussions, deux autres définitions (« habitat » et « faune ou flore ») sont également supprimées à titre préliminaire, mais maintenues entre crochets, de sorte que la question du maintien ou non de ces deux définitions sera réexaminée, étant donné qu'elle est étroitement liée à d'autres articles de la Convention où ces termes sont utilisés, en particulier ceux qui contiennent des dispositions de droit pénal matériel.

La plupart des autres articles examinés en deuxième lecture sont jugés acceptables, sous réserve, dans certains cas, d'amendements mineurs.

Le groupe conclut en faveur de la suppression des articles 5 (« Obligations de l'État et diligence voulue ») et 9 (« Organisations non gouvernementales et société civile »).

En ce qui concerne le chapitre IV (« Droit pénal matériel »), la nouvelle structure du projet de convention révisé suscite une réaction positive générale ; cette structure est proposée par le Secrétariat en tenant compte des suggestions formulées par le groupe dans ses commentaires écrits et lors des débats ayant eu lieu pendant la 2<sup>e</sup> réunion. Le Comité fait observer que les modifications - qui séparent les infractions article par article, ces derniers étant regroupés en sections thématiques - apportent une plus grande clarté et une meilleure lisibilité et qu'elles devraient donc être acceptées, moyennant quelques ajustements mineurs dans les titres.

Certaines questions horizontales sur la formulation à adopter dans l'ensemble du texte font l'objet de discussions, telles que la suppression des mots « et autres » après « législatives » et l'opportunité de supprimer le mot « nécessaires » après « et autres ». Plusieurs autres questions sont identifiées comme nécessitant un examen plus approfondi, comme la formulation « faune ou flore » ou « animaux ou plantes » et l'ajout d'une phrase sur la nécessité des Parties d'indiquer quelles sont les dispositions nationales qu'elles décident de soumettre au paragraphe 1 de certaines dispositions de droit pénal matériel et les signaler au Secrétariat / au groupe GREEN (ou à tout autre organe de suivi mis en place par la Convention). Certaines questions structurelles sont également soulevées, comme la division des

articles 24 et 24 bis sur les infractions impliquant la faune et la flore sauvages et la question de choisir une liste d'infractions à inclure sous l'article 28, paragraphe 2 (« tentatives »).

S'agissant de l'article 27 (auparavant intitulé « Écocide » et désormais renommé « Infractions liées aux dégradations substantielles, étendues et/[ou] durables »), le groupe se met d'accord sur le contenu de la disposition, telle que révisée lors de la 2<sup>e</sup> réunion, et décide de réfléchir à différents termes qui peuvent être employés dans cette disposition (tels que « infraction grave », « infraction qualifiée » ou une autre solution éventuelle) afin de qualifier clairement l'infraction elle-même.

#### Prochaines étapes et clôture de la réunion

Le président souligne que le document révisé contenant les commentaires et les suggestions de modifications des délégations relatives au projet de convention sera finalisé par le Secrétariat à la suite des discussions pointues tenues au sein du PC-ENV, et sera distribué prochainement au PC-ENV.

La 4<sup>e</sup> réunion du PC-ENV se tiendra du 4 au 6 juin 2024 (avec éventuellement une 4<sup>e</sup> journée le 7 juin) au Conseil de l'Europe, à Strasbourg. Le président remercie les participantes et les participants et rappelle aux délégations que lors de la prochaine réunion, le groupe finalisera les négociations sur toutes les dispositions du projet de convention et qu'une décision finale sera prise sur le contenu de tous les articles. Le président souligne également que la seule question qui restera à traiter par le PC-ENV avant de conclure ses travaux est celle d'approuver le rapport explicatif. Il propose de réfléchir à la manière de procéder à ce sujet lors de la prochaine réunion.

**ANNEXE I – Ordre du jour**

<b>27 février 2024</b>	
10:00	<b>Ouverture de la réunion</b> Accueil et remarques d'ouverture par M. Šimon Pepřík, Président du PC-ENV, et par M. Carlo Chiaromonte, Secrétaire du PC-ENV
	Adoption de l'ordre du jour
	Informations contextuelles et objectif de la troisième réunion
	Négociations sur les dispositions du projet de Convention sur la protection de l'environnement par le droit pénal sur la base des commentaires écrits fournis par les délégations : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Articles 31 - 40</li> </ul>
11:00	<i>Pause café</i>
	Suite des négociations
12:30 – 14:00	<i>Pause déjeuner</i>
	Négociations sur les dispositions du projet de Convention sur la protection de l'environnement par le droit pénal sur la base des commentaires écrits fournis par les délégations : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chapitre VII - Mécanisme de suivi</li> </ul>
15:30	<i>Pause café</i>
	Suite des négociations
17:30	Fin du premier jour de réunion
<b>28 février 2024</b>	
9:30	Présentation des Chapitres VIII, IX et X du projet de Convention par le Bureau des Traités
11:00	<i>Pause café</i>
	Présentation du projet révisé de Convention sur la protection de l'environnement par le droit pénal et sa deuxième lecture
12:30 – 14:00	<i>Pause déjeuner</i>
	Suite
15:30	<i>Pause café</i>
	Suite
17:30	Fin du deuxième jour de réunion

<b>29 février 2024</b>	
9:30	Deuxième lecture potentielle de l'ensemble du projet de Convention
11:00	<i>Pause café</i>
	Suite
12:30 – 14:00	<i>Pause déjeuner</i>
	Suite
	Identification des prochaines étapes
	Résumé des discussions, résultats et dates de la prochaine réunion
16:00	Observations finales et clôture de la réunion

## ANNEXE II – Liste des participants

### MEMBER STATES / ETATS MEMBRES

#### ARMENIA / ARMENIE

---

**Mr Tigran SARGSYAN**

Head of International Law and National Legislation division  
Department of Treaties and International law  
Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Armenia

#### BELGIUM / BELGIQUE

---

**M. Jean-Sébastien JAMART**

Legal advisor  
Criminal Law Department  
Federal Public Service Justice

**Mme Clara LAMBREY**

Attachée juridique  
Direction de la Législation du SPF Justice

**Mme Sonja RUIJTERS**

Attachée juridique  
Direction de la Législation du SPF Justice

#### BULGARIA / BULGARIE

---

**Ms Tea PENEVA**

Chief expert  
Cooperation in Criminal matters Department  
International legal cooperation and European affairs Directorate  
Ministry of Justice

#### CYPRUS / CHYPRE

---

**Ms Lina CHATZIATHANASIOU**

Counsel of the Republic A

#### CZECHIA / TCHÉQUIE

---

**Mr Šimon PEPŘÍK**

Chair of the PC-ENV / Président du PC-ENV  
Senior legal consellor  
Legislative Department  
Ministry of Justice

**Ms Eva ŠALPLACHTOVÁ**

Senior officer  
Multilateral Relations Unit  
International Relations Department

Ministry of the Environment

#### FINLAND / FINLANDE

---

**Ms Sonja SJÖMAN**

Senior Specialist  
Ministry of Justice

#### FRANCE

---

**Mme Cristina MAURO**

Vice-Chair of the PC-ENV / Vice-Présidente du PC-ENV

Cheffe du bureau de la négociation pénale européenne et internationale (BNPEI)  
Sous-direction de la négociation et de la législation pénales  
Ministère de la justice

**M. Jean GARRIGUE**

Stagiaire  
Bureau de la négociation pénale européenne et internationale (BNPEI)  
Sous-direction de la négociation et de la législation pénales  
Ministère de la justice

#### GEORGIA / GEORGIE

---

**Mr Grigol POCHKHIDZE**

Deputy Head of the Legal Service  
Department of Environmental Supervision  
Ministry of Environment Protection and Agriculture

#### GERMANY / ALLEMAGNE

---

**Dr Monika BECKER**

Head of Division  
Criminal law suppression of economic crime, computer crime, corruption-related crime and environmental crime  
Federal Ministry of Justice

**GREECE / GRECE**

---

**Dr Elissavet BATSARA**

Legal Officer  
Ministry of Maritime Affairs & Insular Policy  
Directorate for Shipping  
Unit for International Organizations & E.U.  
Affairs

**Mrs Kalliopi THEOLOGITOU**

Deputy Prosecutor of the Appeals Court of  
Athens

**HUNGARY / HONGRIE**

---

**Mr Zoltan TURAI**

Deputy to the Permanent Representative  
Permanent Representation of Hungary to the  
Council of Europe

**Ms Éva GRÜNWALD**

Judicial counsellor / Conseiller juridique  
Permanent Representation of Hungary to the  
Council of Europe

**IRELAND / IRLANDE**

---

**Ms Carol O'SULLIVAN**

Regional Manager Industrial Licence  
Enforcement and Legal Services  
Office of Environmental Enforcement  
Environmental Protection Agency (EPA)

**ITALY / ITALIE**

---

**Mr Pietro MOLINO**

Deputy Prosecutor General at the General  
Prosecutor's Office of the Court of Cassation

**LATVIA / LETTONIE**

---

**Ms Ieva Kristiāna BLEIVE**

Lawyer  
Criminal Justice Department  
Ministry of Justice

**LUXEMBOURG**

---

**M. Dylan SIRY**

Chargé de Mission  
Représentation Permanente du Luxembourg  
auprès du Conseil de l'Europe

**NETHERLANDS / PAYS-BAS**

---

**Ms Miriam VAN DER OUW**

Ministry of Justice

**NORTH MACEDONIA / MACEDOINE DU  
NORD**

---

**Mr Nikola PROKOPENKO**

State Counsellor in criminal matters  
Ministry of Justice

**NORWAY / NORVEGE**

---

**Ms OkKyong PARK-BHASIN**

Head of Delegation  
Senior adviser  
Norwegian Ministry of Justice and Public  
Security

**Ms Ida SLETSJØE**

Police prosecutor  
Norwegian National Authority for Investigation  
and Prosecution of Economic and  
Environmental Crime

**POLAND / POLOGNE**

---

**Mr Jakub KALBARCZYK**

Head of the Unit of European and International  
Criminal Law  
Department for Criminal Law Legislation  
Ministry of Justice

**PORTUGAL**

---

**Mr Pedro ALMEIDA**

Directorate-General for Justice Policy  
Ministry of Justice

**SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE  
SLOVAQUE**

---

**Mr Martin LIPTÁK**

Legislation Department  
Criminal Law Legislation Division  
Ministry of Justice

**SLOVENIA / SLOVENIE**

---

**Ms Irena VOGRINCIC PUC**

Criminal law expert  
International Cooperation Office  
Ministry of Justice

**SWEDEN / SUEDE**

---

**Mr Johan HILMERTZ**  
Deputy Director  
Division for Criminal Law  
Ministry of Justice

**SWITZERLAND / SUISSE**

---

**Mme Georgina HOWE, LL.M., MLaw**  
Département fédéral de justice et police DFJP  
Office fédéral de la justice OFJ  
Domaine de direction droit pénal  
Unité Droit pénal international

**TÜRKİYE**

---

**Ms Burcu ÇAKIRTAŞ**  
Lawyer  
Directorate General of Legal Affairs  
Ministry of Environment, Urbanization and  
Climate Change

**UKRAINE**

---

**Ms Lyudmyla RUDA**  
Deputy Head of the Department of International  
Legal Assistance -  
Head of the Unit on Conclusion of the  
International Treaties on Legal  
Assistance  
Directorate of International Law  
Ministry of Justice of Ukraine

**UNITED KINGDOM**

**Mr Nicholas PAINES, KC**  
Commissioner  
Law Commission

**EUROPEAN UNION / UNION EUROPEENNE**

**EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION  
EUROPEENNE**

---

**Ms Vita JUKNÉ**  
Head of Unit ENV.E4 Environmental rule of  
law & governance  
Directorate-General Environment

**Mr Miroslav ANGELOV**  
Legal and policy officer - lead expert on  
environmental crime  
Unit ENV.E4 Environmental rule of law &  
governance  
Directorate-General Environment

**Ms Ingrid BREİT**  
Deputy Head  
Unit A4 – general criminal justice

**Ms Elisabetta REYNERİ**  
Legal and Policy Officer, Unit E.4  
Unit ENV.E4 Environmental rule of law &  
governance  
Directorate-General Environment

\* \* \* \*

**STATES HAVING OBSERVER STATUS WITH THE COUNCIL OF EUROPE /  
ETATS AYANT LE STATUT D'OBSERVATEURS AUPRES DU CONSEIL DE  
L'EUROPE**

**HOLY SEE / SAINT-SIEGE**

---

**Maître Jean PAILLOT**

\* \* \* \*

**OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS**

**UNITED NATIONS ENVIRONMENT  
PROGRAM (UNEP) / OFFICE DES NATIONS  
UNIES PROGRAMME POUR  
L'ENVIRONNEMENT (PNUE)**

---

**Ms Marianna BOLSHAKOVA**

Apologised / Excusée

Regional Coordinator, Law and Governance

UNEP Europe

Regional Office for Europe

Palais des Nations

**UNITED NATIONS OFFICE ON DRUGS AND  
CRIME / OFFICE DES NATIONS UNIES  
CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME  
(UNODC)**

---

**Ms Lejda TOCI**

Apologised / Excusée

Programme Officer

Global Programme on Crimes that Affect the  
Environment

Border Management Branch

**Ms Tanya WYATT**

Apologised / Excusée

Programme Officer, Crimes that Affect the  
Environment

Programme Development and Management  
Unit

Research and Trend Analysis Branch

**GLOBAL INITIATIVE TO END WILDLIFE  
CRIME (EWC)**

---

**Ms Alice PASQUALATO**

Policy Officer

**Ms Elodie CANTALOUBE**

EU Policy Officer

Born Free Foundation (founding member of  
the Global Initiative to End Wildlife Crime)

**INTERNATIONAL UNION FOR THE  
CONSERVATION OF NATURE**

---

**Professor Dr. Christina VOIGT**

Apologised / Excusée

University of Oslo

Department of Public and International Law  
Chair of the IUCN World Commission on  
Environmental Law (WCEL)

Co-chair of the Paris Agreement

Implementation and Compliance Committee  
Coordinator at PluriCourts, Center of  
Excellence at the University of Oslo

**INTERPOL**

---

Apologised / Excusé

**WILD LEGAL**

---

**M. Vincent DELBOS**

Magistrat honoraire

Chargé d'enseignement à Sciences Po Paris

**Mme Chiara CORSINI**

**WILDLIFE JUSTICE COMMISSION**

---

**Ms Ana MOTAMAYOR**  
External Relations Officer

\* \* \* \*

**COUNCIL OF EUROPE BODIES AND INSTITUTIONS /  
ORGANES ET INSTITUTIONS DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS /  
COUR EUROPEENNE DES DROITS DE  
L'HOMME**

---

**Ms Natalia KOBYLARZ**  
Apologised / Excusée  
Senior Lawyer  
Registry of the European Court of Human  
Rights

**STANDING COMMITTEE OF THE BERN  
CONVENTION / COMITÉ PERMANENT DE  
LA CONVENTION DE BERNE**

---

**Mr Mikaël POUTIERS**  
Secretary of the Bern Convention on the  
Conservation of European Wildlife and Natural  
Habitats

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE  
COUNCIL OF EUROPE (PACE) /  
ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DU  
CONSEIL DE L'EUROPE (APCE)**

---

**Mr Constantinos EFSTATHIOU**  
(Cyprus)  
PACE Committee on Legal Affairs and Human  
Rights

**EUROPEAN COMMITTEE ON CRIME  
PROBLEMS / COMITE EUROPEEN POUR  
LES PROBLEMES CRIMINELS (CDPC)**

---

**Ms Eva PASTRANA**  
Secretary to the CDPC

**Mr Radu PANTIRU**  
Criminal Law Division

**Mr George STAFFORD**  
Secretariat of the Committee on Legal Affairs  
and Human Rights

**Ms Yuliia OVCHYNNYKOVA**  
(Ukraine)  
PACE Committee on Social Affairs, Health and  
Sustainable Development of the Parliamentary  
Assembly

**Ms Aiste RAMANAUSKAITE**  
Secretary of the Committee on Social Affairs,  
Health and Sustainable Development of the  
Parliamentary Assembly of the Council of  
Europe

**SECRETARIAT OF THE COUNCIL OF EUROPE**  
**SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**Directorate of Legal Advice and Public International Law / Direction du conseil juridique et du droit international public**

**Mr Jörg POLAKIEWICZ** Director / Directeur

**Directorate General of Human Rights and Rule of Law /  
Direction Générale des droits de l'Homme et Etat de Droit**

**Criminal Law and Counter-Terrorism / Droit pénal et lutte contre le terrorisme**

**Mr Carlo CHIAROMONTE** Secretary to the PC-ENV / Secrétaire du PC-ENV

**Ms Amanda PARISENTI** Criminal Law / Droit pénal

**Ms Lucy ANCELIN** Assistant / Assistante

**Ms Claire ROBINS** Assistant / Assistante

**Ms Vanessa LAUKKANEN** Trainee / Stagiaire

**Interpreters / Interprètes**

**Mme Chloe CHENETIER**

**Mr Gregoire DEVICTOR**

**Ms Julia TANNER**

**Mr Luke TILDEN**